

mais aussi longtemps que l'appareil d'Etat bourgeois n'est pas effectivement détruit et aussi longtemps que les travailleurs n'ont pas effectivement saisi les entreprises en expropriant la bourgeoisie, la nature de l'Etat et de la société reste foncièrement capitaliste, quelles que soient les possibilités révolutionnaires inhérentes à une telle situation de dualité de pouvoir. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que Lénine et Trotsky caractérisèrent comme capitaliste la nature de l'Etat et de l'économie russes à la veille d'Octobre. Le caractère précaire et transitoire d'une situation déterminée, expression de la crise du régime, thermomètre pour indiquer quel est le degré de fièvre de la société, ne change pas en lui-même sa nature sociale. Il faut donc préciser, et insister sur cette précision, que les pays du glacis sont des pays encore capitalistes dans lesquels, cependant, la pression révolutionnaire des masses, la pression de la bureaucratie soviétique, l'accumulation des réformes, la prostration des classes possédantes, l'effondrement de l'économie rendent extrêmement précaire le maintien du capitalisme qui, cependant, ne peut être aboli sans l'intervention activement révolutionnaire du prolétariat.

Le phénomène de la pénétration de l'appareil d'Etat par des éléments stalinien est un phénomène qui n'est pas nouveau. Il ne doit pourtant pas être comparé sociologiquement à la formation de la bureaucratie soviétique, qui s'est créée sur la base d'une révolution prolétarienne victorieuse, mais bien plutôt à celui du rôle de la bureaucratie fasciste qui, tout en expropriant politiquement en partie la bourgeoisie, et en s'alliant aux éléments bourgeois les plus ouverts à une telle alliance, maintinrent et défendirent même la propriété bourgeoise. Le rôle de la nouvelle bureaucratie d'Etat, à recrutement très divers, que le stalinisme a amené au pouvoir dans des pays comme la Yougoslavie et la Pologne, est à plusieurs

8). — LA CONTRE-OFFENSIVE DU CAPITALISME

Nous avons indiqué, dans les lignes précédentes, le caractère précaire de la situation actuelle : à la longue, la tendance de la bureaucratie à l'assimilation structurelle des pays qu'elle tient occupés d'une façon permanente doit se heurter de plus en plus violemment à un maintien de l'Etat et de la propriété bourgeoise. Nous avons également indiqué plus haut que des réactions se dessinent de la part de la bourgeoisie indigène, solidement soutenue par l'impérialisme mondial et que la bureaucratie stalinienne se voyait forcée, face à cette contre-offensive du capital, de faire de plus en plus appel aux masses pour poursuivre la réalisation de ses desseins.

La contre-offensive du capital a passé par deux stades :

a) Un stade politique : à partir de la conférence de Yalta, c'est-à-dire du moment où la défaite de l'impérialisme allemand était assurée, l'impérialisme

points de vue comparable à ce rôle de la bureaucratie fasciste, mais il en diffère en un point essentiel : tout en faisant son possible pour maintenir momentanément le caractère bourgeois des rapports de propriété, les bureaucraties staliniennes restent continuellement exposées à la pression des masses prolétariennes qui constituent la large base des masses de leurs partis ; leur but final reste l'assimilation structurelle de leurs pays à l'U.R.S.S. dans des conditions où cela ne mettrait pas l'Union soviétique devant la menace d'une intervention militaire immédiate de l'impérialisme ou d'une montée révolutionnaire générale du prolétariat. C'est précisément ce caractère double, contradictoire, des bureaucraties staliniennes — d'une part agents de l'ordre et de la propriété bourgeoise, d'autre part, agents plus ou moins involontaires de l'assimilation structurelle — qui, tout en ne reflétant que le caractère contradictoire de la bureaucratie soviétique rend pourtant très difficile un jugement sur la nature sociale des pays du glacis.

C'est pourquoi nous trouvons le terme de « dualité de pouvoirs » entre la bureaucratie stalinienne et la bourgeoisie indigène dans les pays du glacis un terme inopportun qui crée de la confusion. La « dualité de pouvoir » suppose l'existence d'organes de pouvoir de deux classes en rivalité. Il faut le dire clairement : la pénétration de l'appareil d'Etat bourgeois par la bureaucratie des partis staliniens ne constitue pas encore un élément de dualité de pouvoir bien qu'il le comporte potentiellement. Ce n'est qu'au moment où le conflit latent entre la bourgeoisie et les bureaucraties des partis staliniens amènera une explosion de quelque nature qu'elle soit et provoquera de ce fait une intervention massive du prolétariat, que la présence des agents staliniens dans des positions-clés de l'Etat peut devenir un des éléments d'une dualité de pouvoir créée en partant de l'action des masses.

anglo-américain, tout en tolérant pour le moment l'occupation soviétique des pays du glacis, a imposé une atténuation de la mainmise stalinienne sur l'appareil d'Etat en exigeant et en obtenant la formation de gouvernements de coalition. Les représentants attirés des partis bourgeois furent introduits dans les gouvernements des pays du glacis dont les grands partis bourgeois ne firent plus partie : accord avec Subasic-Grol en Yougoslavie, accord avec Mikolaïck en Pologne ; introduction des représentants de l'opposition dans les gouvernements roumain et bulgare. En même temps, Staline promit des élections libres, au scrutin secret, dans tous les pays du glacis. La politique de pillage ayant éloigné les larges masses petites-bourgeoises des partis ouvriers, ces élections aboutirent à des victoires éclatantes des partis bourgeois du « centre-droit » en Autriche et en Hongrie, si bien que la bureaucratie

soviétique y dut reculer et se borner à imposer la présence des représentants communistes dans le gouvernement. Il est à noter que, dans ces pays, où le contrôle de l'appareil d'Etat par les partis staliniens indigènes est beaucoup moins ample, c'est la bureaucratie soviétique elle-même qui se voit forcée d'intervenir directement pour obtenir satisfaction dans des questions concernant le paiement des réparations ou la « sécurité militaire ».

b) Un stade économique : un an plus tard, le bilan de la politique de pillage de la part de la bureaucratie stalinienne s'avère catastrophique pour les pays du glacis. Non seulement l'économie de la plupart de ces pays ne peut démarrer faute de la reconstruction du capital qui n'est pas possible avec l'aide soviétique, l'U.R.S.S. manquant elle-même de l'outillage industriel, mais le résultat du pillage, c'est de mettre en danger tout le développement de la production et même le paiement régulier des réparations. La bureaucratie est donc forcée de renverser le courant, d'en finir avec la politique de transport de matériel, d'atténuer les charges des réquisitions, de donner même dans une certaine mesure des crédits sous forme de livraison de matières premières. Dans la mesure où cela ne suffit pas pour remettre en marche l'économie de ces pays, leurs gouvernements sont forcés de s'adresser à l'impérialisme. Des garanties sont données pour l'indemnisation des propriétés étrangères nationalisées. On garantit également la sécurité des investissements étrangers nouveaux. La Yougoslavie qui, il y a quelques mois encore, s'est élevée violemment contre les investissements étrangers, essaie maintenant de les attirer ; un crédit britannique est accordé à la Pologne ; le dollar pénètre derrière le rideau de fer avec un prêt à la Pologne et à la Hongrie ; la Yougoslavie est à la recherche d'un emprunt français ; la Roumanie s'adresse de nouveau au marché de capitaux belges. La nouvelle pénétration du capital dans les pays du glacis, tout en se faisant au début avec beaucoup de prudence et de circonspection, ne tardera pas à avoir des résultats politiques et sociaux tout à fait décisifs. Il est évident qu'elle constitue le frein le plus puissant à l'assimilation structurelle de ces pays.

C'est sur la base de ces développements économiques, comme nous l'avons déjà indiqué, de la déception et de l'aversion des masses face à la politique stalinienne de pillage et de frein des mouvements prolétariens, qu'il faut analyser le réveil d'un esprit agressif réactionnaire de la part de l'avant-garde consciente de la bourgeoisie dans les pays du glacis. Tout comme la bureaucratie et comme l'avant-garde du prolétariat, les éléments les plus conscients de la bourgeoisie « indigène » comprennent fort bien que la situation actuelle ne pourra pas se prolonger indéfiniment. Voyant le changement dans l'attitude de l'impérialisme anglais et américain, ils sont décidés à passer également politiquement à l'offensive con-

tre le stalinisme, et plus loin que cela, contre la classe ouvrière dans son ensemble. En Pologne, en Roumanie et en Bulgarie, cette offensive bourgeoise a pris ouvertement des formes semi-fascistes comprenant la constitution de bandes armées, l'assassinat de dirigeants ouvriers, le sabotage des meetings ouvriers, etc. En Roumanie, le roi Michael — décoré par Staline — constitue le centre de la conspiration contre-révolutionnaire. En Bulgarie, une lettre récente de nos camarades nous apprenait l'activité publique du parti fasciste qui se trouve en plein développement et s'appuie sur la caste des officiers laissée pratiquement intacte. En Yougoslavie, où la bourgeoisie est rendue exsangue par trois années de guerre civile, l'Eglise constitue un centre important de la réaction. En Pologne, la coalition réactionnaire s'appuie « légalement » sur l'Eglise et le parti paysan de Mikolaïck, mais a ses ramifications illégales dans l'émigration et dans l'Armja Krajova terroriste « clandestine ». Enfin, en Hongrie et en Autriche, les forces réactionnaires, partisans avérés d'un régime bonapartiste, partagent le pouvoir avec les partis staliniens et réformistes en attendant un changement des rapports de forces internationaux qui leur permettrait d'essayer l'écrasement de ces derniers.

9). — L'APPEL AUX MASSES ET L'AVENIR DU GLACIS

La crise extrême dans laquelle se trouve actuellement le capitalisme dans les pays du glacis ne permet pas, dans la moindre mesure, l'existence d'une « démocratie bourgeoise » plus ou moins normale. Un départ des troupes d'occupation soviétique, loin d'apporter plus de « démocratie », aurait pour résultat une guerre civile extrêmement sanglante. Une victoire de la bourgeoisie dans cette guerre civile établirait un régime dictatorial qui laisserait loin derrière lui les « horreurs » de l'occupation soviétique ; qu'on pense à la terreur blanche de Horty ou aux régimes des rois Alexandre en Yougoslavie et Boris en Bulgarie. Nous disons cela non pas pour « excuser » la politique barbare de la bureaucratie, mais pour indiquer ses sources et pour réduire la situation qui y règne non pas à un schéma basé sur un critère « humanitaire » mais sur le critère social de la lutte des classes.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le fait que la bureaucratie soviétique a été dans la phase actuelle des événements de plus en plus forcée de faire appel à l'action des masses. Nous avons indiqué plus haut les raisons de ce processus. Bornons-nous ici à l'énumération des événements importants :

a) En Allemagne : la bureaucratie a déclenché une campagne violente en faveur de « socialisations » (nationalisations sous gestion des ouvriers) en

Saxe. Elle a promis de ne pas éloigner du matériel de production des usines « socialisées ». Un plébiscite sur cette question a donné une large majorité pour la nationalisation (1).

La bureaucratie a placé l'épuration entre les mains des comités élus de quartiers et d'entreprises ; les élections aux comités d'entreprises étaient réellement secrètes, même tellement « secrètes » que le P. C. a été sévèrement battu dans le secteur russe de Berlin. La bureaucratie a essayé et réussi à organiser de grands meetings populaires sur la question de l'unité de l'Allemagne. Ces meetings ne sont pas du tout comparables à ceux qui se déroulent dans des pays « totalitaires » : Tous les observateurs ont été d'accord pour affirmer qu'il s'agit réellement d'une tentative de mobiliser les masses contre l'impérialisme anglo-américain (cfr. le voyage de propagande des dirigeants staliniens de Berlin dans les zones anglaise et américaine).

b) En Autriche et en Hongrie, le P.C., à la suite de sa défaite électorale, s'est engagé dans une violente campagne démagogique « gauchiste » sur la question du ravitaillement et des salaires. Il réclame le contrôle ouvrier sur la production, le contrôle du ravitaillement par des comités populaires de quartiers, l'exécution et l'épuration par ces comités, etc.

c) En Yougoslavie, durant le procès Mihaïlovich, en Roumanie, durant le procès Antonescu et en Bulgarie durant le procès des trois régents, la bureaucratie stalinienne a fait un large appel aux masses. Il y eut des manifestations et des meetings monstres ; des centaines de délégués syndicaux, délégués des partisans, etc., vinrent assister aux procès, protester contre les retards et les voix capitalistes en vue d'obtenir une grâce, etc. Il est erroné d'assimiler ces mouvements aux mouvements orchestrés lors des procès de Moscou en U. R. S. S. Il est évident qu'on ne peut pas « orchestrer » une classe ouvrière en pleine montée révolutionnaire avec l'aide de quelques milliers d'agents du Guépéou après un an de temps, alors qu'il a fallu dix années de terreur stalinienne, un recul continu des forces ouvrières à l'échelle mondiale et en Russie même un développement monstrueux de l'appareil de répression pour amener le prolétariat russe à ce point de prostration.

d) Chaque fois qu'il y eut un incident ou une manifestation provoquée par les forces contre-révolutionnaires en Roumanie et en Bulgarie (dans une moindre mesure également en Hongrie), le P. C. et les syndicats appelèrent les masses à contre-manifester et réussirent chaque fois, jusqu'à maintenant, à mettre des dizaines, sinon des centai-

(1) Nous plaçons le mot « socialisation » entre guillemets parce que nous sommes quand même un peu sceptiques sur la nature de cette « gestion ouvrière » ; les informations manquent pour en juger.

nes de milliers d'hommes sur pied (1).

A mesure cependant que la classe ouvrière, fût-ce sous l'impulsion même des staliniens, se réorganise et se prépare à une nouvelle offensive, la terreur stalinienne commence également à exercer ses ravages dans les rangs du prolétariat. C'est précisément depuis quelques mois qu'ont eu lieu les arrestations de dirigeants sociaux-démocrates en Allemagne et en Bulgarie, la terreur antitrotskyste et antisindicaliste en Bulgarie, les vexations contre la social-démocratie roumaine et seul un formaliste invétéré ne comprend pas que ces processus sont intimement complémentaires : c'est précisément dans la mesure où le stalinisme est forcé de faire appel aux masses, qu'il est forcé d'accentuer sa pression à l'intérieur du mouvement, qu'il est forcé d'essayer d'éliminer toutes les tendances indépendantes dans le mouvement ouvrier et qu'il lui est d'autant plus difficile d'atteindre ce but.

L'avenir du glacis stratégique de l'U. R. S. S. doit être vu essentiellement à travers le mécanisme de la lutte de classes et de son évolution. Quels que soient l'apparence et le rôle décisif que celle-ci donne à la bureaucratie dans la détermination des destinées de ces pays, Staline lui-même n'est qu'un agent de transmission de forces sociales contradictoires et violemment opposées les unes aux autres. Jusqu'ici l'action de la bureaucratie a surtout démoralisé la classe ouvrière, gaspillé un capital politique énorme, défiguré artificiellement des rapports de forces qui condamneraient à mort le régime bourgeois ; mais dans la mesure où elle a abouti à ces résultats, elle a en même temps jeté la base pour la contre-offensive de la bourgeoisie destinée à l'évincer elle-même complètement des pays du glacis. L'impérialisme américain suit le processus de loin, intervient diplomatiquement, est prêt à saisir toute occasion pour rouvrir ces pays à l'exploitation par son capital, mais ne peut pas, aussi longtemps que le prolétariat mondial et surtout les prolétariats anglais et américains restent vaincus, engager une guerre pour reconquérir les pays du glacis. La lutte autour de la table verte accompagnée peut-être à l'occasion de coups de force isolés, semblera décider dans les années à venir du destin des pays du glacis. En réalité cette décision dépendra de l'évolution des forces vivantes sur l'arène de la lutte de classes.

Incapable de rétablir avec son aide l'économie de l'ensemble des pays du glacis ; incapable surtout de faire un appel aussi large, englobant près de la

(1) Un correspondant du Daily Herald de Londres, assistant à une de ces manifestations à Prague à l'occasion du vote de la loi sur les nationalisations, disait que c'était la manifestation la plus impressionnante qu'il avait vue de sa vie, et il la comparait avec celles du 1^{er} mai et du 14 juillet 1936 à Paris, avec les grands cortèges du 1^{er} mai dans Vienne-la-Rouge, etc. ; personne ne peut prétendre sérieusement que le prolétariat tchèque, un des prolétariats les plus conscients de l'Europe et qui est en pleine montée, ait été « forcé » dans ces manifestations par une police secrète quelconque.